



**PRÉVENIR**

**LE**

**CYBERSEXISME**

**DANS  
LES**

**ÉTABLISSEMENTS  
SCOLAIRES**

**BILAN**

**PROJET PILOTE**

2016

2017

---

centre  
hubertine  
auclert

iledeFrance

# Prévenir le cybersexisme dans les établissements scolaires

PROJET PILOTE 2016-2017 **BILAN FINAL**

## ► GENESE DU PROJET

Depuis 2010, le Centre Hubertine Auclert accompagne les actrices et acteurs de l'éducation dans la définition et la mise en œuvre d'actions pour l'égalité filles-garçons et la prévention des violences sexistes.

Dans ce cadre, nous avons été alertés par les actrices et acteurs de terrain, confronté-e-s au développement très inquiétant de nouvelles formes de violences sexistes et sexuelles chez les jeunes via les outils numériques (smartphones, sites internet, réseaux sociaux, jeux vidéo...). **Ces violences peuvent se manifester sous différentes formes :**

- Injures, insultes et commentaires humiliants sur l'apparence physique, la sexualité, le comportement amoureux principalement des filles ou bien des garçons non conformes aux normes de virilité hétérosexuelle
- Harcèlement
- Diffusion d'image ou de textes sous l'identité de la personne pour lui faire tenir des propos violents et/ou sexuels en vue de lui nuire
- Diffusion d'images et de vidéo intimes prises à l'insu de la victime dans un contexte notamment de ruptures amicales ou amoureuses et de désir de vengeance, mais aussi pour blesser et humilier.

L'anonymat encourage le passage à l'acte et **renforce l'impunité des auteurs**. Les réseaux sociaux et internet permettent une diffusion très large des images et des messages et démultiplient les violences et le sentiment de honte et d'humiliation. Pour les victimes, les conséquences sont bien réelles : honte, isolement, déscolarisation, tentatives de suicides...

## DONNÉES DISPONIBLES SUR LE CYBERSEXISME

Un colloque a été organisé par l'Observatoire régional des violences faites aux femmes (ORVF) du Centre Hubertine Auclert en novembre 2014 pour dresser un premier état des connaissances et identifier les moyens d'actions en France et à l'international face au cybersexisme.

Les données sont très récentes et peu nombreuses. D'après l'enquête *climat scolaire et victimation* de l'Éducation Nationale menée en 2014, il s'agit d'un phénomène massif qui concernerait un-e collégien-ne sur cinq<sup>1</sup>. Ces violences sont en progression par rapport à l'enquête de 2011. Les insultes, brimades et humiliations subies via les outils numériques touchent davantage les filles : **21%** déclarent avoir connu au moins une forme de violences, contre **15%** des garçons. La surreprésentation des filles parmi les victimes est particulièrement marquée concernant les insultes, dont celles sur la tenue vestimentaire.

Afin d'améliorer la connaissance des cyberviolences à caractère sexiste et sexuel chez les jeunes, l'ORVF a coordonné une enquête qualitative, en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale et les trois académies franciliennes. L'objectif est de **replacer ces violences dans le contexte** de l'usage des outils numériques par les jeunes et le contexte de sexisme ordinaire, de **mieux comprendre les formes de violences** et leurs supports et de **connaître les conséquences** pour les victimes.

1

DEPP, Note d'information n°39, 2014.

D'après cette étude<sup>2</sup>, réalisée par l'OUIEP (Observatoire Universitaire Education et Prévention), les filles sont davantage exposées à des formes spécifiques de cyberviolences, qui sont à caractère sexiste et sexuel, on parle de **cybersexisme** :

- **20%** des filles sont victimes **d'insultes** sur leur apparence physique et **13%** des garçons
- **13%** de filles sont victimes de **rumeurs** sur les réseaux sociaux et **6%** des garçons
- **17%** des filles ont été confrontées à des cyberviolences à caractère sexuel par le biais de photos, vidéos ou textos envoyé-e-s sous la contrainte, ou diffusé-e-s sans l'accord, ou reçu-e-s sans en avoir envie. Cela concerne près de 3 filles et 2 garçons dans chaque classe.

Ces violences ont pour origine les rôles stéréotypés attribués aux filles et aux garçons, et des injonctions différentes sur leur corps ou leur sexualité qui pèsent plus lourdement sur les filles, et sur certains garçons ne répondant pas aux normes de masculinité dominante.

Cette étude montre également que ces violences qui se déploient dans des espaces dits « virtuels » ont pourtant des **conséquences bien réelles** dans le champ scolaire et dans la vie des jeunes : harcèlement en classe, isolement, sentiment qu'il n'y a aucune échappatoire du fait du caractère continu de ces violences (24h/24). Pourtant les élèves parlent peu de ces violences qui échappent souvent à la vigilance des adultes.

L'étude a ainsi mis en exergue la **nécessité d'agir en prévention**. Nécessité massivement confirmée par l'intérêt manifeste des établissements scolaires, qui, en amont du projet pilote, ont fait part au centre de leur volonté de travailler sur la prévention des cyberviolences en général et des cyberviolences sexistes et sexuelles en particulier. **L'entrée « cybersexisme »** permet de répondre aux établissements qui ont identifié différents types de besoins :

- Ceux qui souhaitent travailler sur les questions de harcèlement et de cyberharcèlement
- Ceux qui veulent travailler sur le sexisme et l'égalité filles-garçons
- Ceux qui souhaitent spécifiquement travailler sur le cybersexisme.

De fait, les demandes ont été fortes, d'autant plus fortes dans un contexte où l'éducation au numérique est un des objectifs de l'école d'aujourd'hui.

## ► PRESENTATION DU PROJET

Afin de pouvoir répondre aux demandes des établissements scolaires pour la prévention des cyberviolences sexistes et sexuelles, le Centre Hubertine Auclert a formé un groupe d'associations, identifiées en raison de leur expertise auprès des publics jeunes et de leur volonté de travailler sur le thème du cybersexisme.

La compagnie *Entrées de jeu*, Le centre audiovisuel *Simone de Beauvoir*, *Pour qu'elle revienne*, l'*ADRIC*, *Du côté des femmes*, *Femmes solidaires*, *Parole de femmes Massy*, le *Relais 77 Solidarité Femmes* ont ainsi participé au projet en amont. Elles ont toutes en commun de travailler sur la prévention du sexisme et des violences faites aux femmes avec des modes d'actions différents, ce qui a enrichi le projet. Ces associations partagent aujourd'hui une connaissance commune du cybersexisme et sont en capacité d'intervenir auprès des jeunes sur les cyberviolences sexistes et sexuelles avec des messages partagés et des outils variés.

<sup>2</sup> « Cybersexisme chez les adolescent-e-s : étude sociologique dans les établissements franciliens de la 5ème à la Seconde, OUIEP/Centre Hubertine Auclert, 2016 » Etude quantitative et qualitative menée dans 12 établissements en Ile-de-France auprès du personnel éducatif et environ 1600 élèves de 5ème, 4ème, 3ème, et Seconde.

Collectivement, un dispositif d'intervention a été défini afin de s'inscrire dans les cadres proposés par l'Education nationale. L'action pilote de prévention du cybersexisme s'inscrit ainsi parfaitement dans :

- Le plan de lutte contre le harcèlement scolaire (il est à noter que le focus thématique de cette année scolaire a été le cyberharcèlement)
- Le Comité d'Education à la santé et à la Citoyenneté (CESC), instance de réflexion, d'observation et de proposition qui « conçoit, met en œuvre et évalue un projet éducatif en matière d'éducation à la citoyenneté et à la santé et de prévention de la violence, intégré au projet d'établissement »<sup>3</sup>
- Le nouveau Parcours citoyen qui prévoit de travailler sur les valeurs de la République, incluant l'égalité femmes-hommes, et met en œuvre des actions d'éducation aux médias et à l'information, dont l'éducation au numérique fait partie<sup>4</sup>.

Le cadre d'intervention a aussi été conçu pour garantir l'efficacité des actions. Les actions ont eu lieu durant les heures de cours. Il s'agissait de proposer 3 séances de travail<sup>5</sup> :

- **1 séance de présentation et d'information** sur le projet avec l'équipe éducative (principal-e, enseignant-e-s, infirmière scolaire, documentaliste, CPE) : présentation des enjeux, mise en place du suivi de l'action, réponses aux demandes de l'équipe éducative, présentation d'outils
- **2 séances minimum avec les élèves**, en présence d'adultes référents de l'établissement (enseignant-e-s, infirmier-ère-s scolaire, documentalistes, CPE).

Un membre de l'équipe éducative a été désigné comme personne référente pour le projet dans l'établissement. L'établissement a garanti un appui logistique : mise à disposition d'une salle adaptée et du matériel nécessaire à l'association intervenante.

Au cours de la séance de travail préparatoire ont été abordés les principaux résultats de l'étude menée dans les établissements scolaires franciliens et quelques messages de prévention. Il s'agissait en effet de transmettre aux équipes éducatives et enseignantes quelques chiffres sur le cybersexisme, de leur faire comprendre que filles et garçons ne sont pas touchés de la même façon par ces phénomènes et que le cybersexisme s'ancre dans les rôles sociaux attribués aux filles et aux garçons et vient les renforcer. Il s'agissait également de **mettre en évidence leur rôle dans la prévention** de ces violences et dans le repérage et l'accompagnement des victimes. Pour cela, ont été partagés quelques principes de prévention, afin de toujours intervenir en conformité avec l'égalité entre les filles et les garçons : ne pas culpabiliser les filles, ne pas les surprotéger, responsabiliser les agresseurs et les agresseuses, ainsi que les témoins et relayeurs-euses ; le tout en évitant une posture de diabolisation des outils numériques qui aurait été contre-productive auprès des élèves.

Cette séance de travail a permis également de présenter une fiche simplifiée de signalement, construite sur la base de celle élaborée dans le cadre de l'étude OUIEP/Centre Hubertine Auclert (2016), pour faciliter l'accompagnement des victimes qui étaient susceptibles de révéler des situations de violences (actuelles ou passées, les concernant directement ou non) suite aux actions de sensibilisation. La diffusion de cette fiche a également permis une mutualisation des contacts utiles (associations spécialisées, référent-e-s académiques Harcèlement, lignes d'écoute...)

Enfin, la séance de travail avec l'ensemble de l'équipe a permis de présenter quelques pistes de travail pour inscrire le projet dans le temps et de manière transversale dans l'établissement :

- **Mise à disposition d'outils de diagnostic** (Memento action égalité filles-garçons, grille d'auto-analyse : prévention du harcèlement et climat scolaire)
- **Travail sur l'égalité filles-garçons** via différentes entrées disciplinaires

- Organisation d'un **temps de restitution** de l'action dans l'établissement
- Organisation d'un **temps de présentation et d'information** des parents d'élèves
- Organisation d'une **formation d'établissement** pour les personnels.

Concernant le travail mené directement par les associations auprès des élèves, deux formules ont été proposées aux établissements scolaires comprenant à chaque fois deux interventions de 2 heures :

- Une formule Théâtre-Forum qui comprenait une séance de théâtre-forum (3 classes participantes d'un même établissement et d'un même niveau, 2h) et une séance de reprise avec une association dans chaque classe participante (2h)
- Une formule Classique qui comprenait deux séances de travail par classe

Les associations ont proposé des sessions de sensibilisation conformes à leurs modes d'interventions. Parmi les huit associations impliquées au départ de l'action, six associations ont mis en place des actions durant l'année scolaire 2016/2017. *Parole de femmes Massy* et *le Relais 77 Solidarité Femmes* n'ont finalement pas mis en œuvre d'action cette année car dans les départements couverts par ces associations, les établissements volontaires ont exclusivement demandé la mise en œuvre d'un théâtre-forum.

Ainsi, la compagnie *Entrées de jeu* a joué une nouvelle pièce de théâtre forum centrée sur ces sujets, intitulée *Ondes de choc. Femmes solidaires* et *l'ADRIC* ont réalisé des séances de reprise de 2h après les théâtres forum. *Femmes solidaires* et *Du Côté des femmes* ont réalisé des ateliers permettant de comprendre et de débattre de ces questions. *Le Centre audiovisuel Simone de Beauvoir* et l'association *Pour qu'elle revienne*, qui se sont associées, ont travaillé la question par des ateliers de déconstruction des stéréotypes dans l'audiovisuel et le numérique.

**Les actions ont été financées par le Ministère de l'Éducation nationale, la Région Ile-de-France, le Conseil départemental du Val-de-Marne, le Conseil départemental du Val d'Oise et la Ville de Paris.**

Les établissements ont été très nombreux à vouloir bénéficier du dispositif. Le projet a été d'abord proposé aux établissements qui ont participé à l'étude sur le cybersexisme et/ou qui ont relayé de manière plus importante la campagne de sensibilisation contre le cybersexisme. Le dispositif a été présenté lors de la restitution de l'étude sur le cybersexisme en septembre 2016 et les partenaires-clés, comme les chargé-e-s de mission académiques à l'égalité filles-garçons, ont reçu la présentation pour la diffuser. Les établissements se sont manifestés tout au long de l'année et environ 30 établissements n'ont pas pu bénéficier des actions.

## ► LES RESULTATS

L'évaluation de ce projet pilote s'appuie sur le traitement de données quantitatives (décompte des élèves sensibilisé-e-s, par établissement, classe et sexe) et qualitatives issues du traitement de fiches bilan élèves (1013 questionnaires traités), de fiches bilans des associations et de fiches bilan des établissements participants.

### BILAN QUANTITATIF

53 classes ont participé aux actions de cette année pilote. 1270 élèves (avec 54% de filles et 46% de garçons) ont été sensibilisé-e-s :

- 40 classes de collèges dans 22 établissements
- 13 classes de lycées dans 5 établissements

La liste des établissements concernés est consultable en annexe (voir dernière page).

Treize interventions auprès des équipes pédagogiques ont été réalisées par le Centre Hubertine Auclert, ce qui représente une centaine de professionnel-le-s de l'Education nationale sensibilisé-e-s, ainsi que trois interventions auprès de parents d'élèves, soit une centaine de parents sensibilisés.

Concernant les élèves, les tableaux suivants présentent :

- La répartition des effectifs entre élèves de collèges et élèves de lycées

	Effectifs filles	Effectifs garçons	Effectifs totaux
Collèges	495	487	982
Lycées	190	99	289
<b>Totaux</b>	<b>685</b>	<b>586</b>	<b>1271</b>

- La répartition des collégiens et collégiennes sensibilisés par département

	Effectifs filles	Effectifs garçons	Effectifs totaux
94	158	163	321
75	171	162	333
95	166	162	328
<b>Totaux</b>	<b>495</b>	<b>487</b>	<b>982</b>

- La répartition des collégiens et collégiennes sensibilisés par département et par classe

	Classes de 6°	Classes de 5°	Classes de 4°	Classes de 3°	Nombre total de classes
94	6		6		12
75		7	4	4	15
95		6	7		13
<b>Totaux</b>	<b>6</b>	<b>13</b>	<b>17</b>	<b>4</b>	<b>40</b>

- La répartition des lycéennes et lycéens sensibilisés par département et par classe

	Classes de 2°	Classes de 1°	Nombre total de classes
75	3	-	3
93	4	1	5
91	-	2	2
95	-	3	3
<b>Totaux</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>13</b>

## BILAN QUALITATIF

De manière globale, le projet pilote a permis de faire émerger :

- Une **offre nouvelle d'actions de prévention** du cybersexisme qui n'existait pas en Île-de-France
- Une **volonté des établissements** de travailler conjointement sur le sexisme et sur les cyberviolences
- Une **réponse politique apportée par les collectivités** et le Ministère de l'Éducation nationale.

Le travail sur la thématique du cybersexisme a été **extrêmement bien accueilli**. Cette année pilote a confirmé ce que les différent-e-s intervenant-e-s pressentaient : le cybersexisme permet de toucher les établissements qui souhaitent avant tout travailler sur les cyberviolences et qui intègrent ensuite les dimensions du sexisme et ceux qui veulent travailler transversalement à la prévention du sexisme, en privilégiant une entrée par les cyberviolences sexistes et sexuelles.

En outre, l'accent mis ces dernières années dans les établissements scolaires sur l'éducation aux médias et au numérique a favorisé la mise en place de ces actions.

Le travail mené a bénéficié d'excellents retours aussi bien de la part des élèves, des équipes dans les établissements participants, que des associations intervenantes.

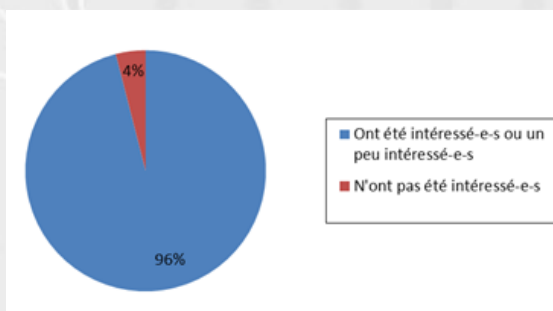
## Réception des élèves

L'ensemble des intervenant-e-s a souligné l'intérêt des élèves pour la thématique du cybersexisme.

Les élèves ont dans leur très grande majorité, **plébiscité les actions mises en place**, puisque 96% des élèves ont été intéressé-e-s ou un peu intéressé-e-s par la séance. Seulement 4% des élèves n'ont pas été intéressé-e-s par la séance.

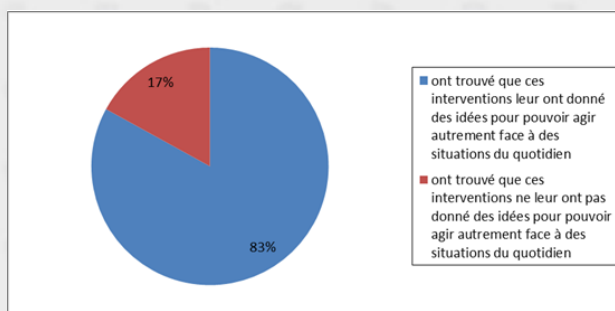
## Intérêt des élèves pour la séance

Les différences entre les filles et les garçons sont faibles. Les garçons sont plus nombreux que les filles à avoir été un peu intéressés (34% des garçons, contre 26% des filles).



Pour juger de la pertinence des actions, il leur a été demandé si ces interventions leur avaient donné des idées pour pouvoir agir autrement face à des situations du quotidien. 83% des élèves ont répondu par l'affirmative.

## Jugement des élèves sur l'utilité de la séance



Là encore, peu de différences entre les garçons et les filles : les filles sont plus nombreuses à avoir trouvé les interventions utiles (85% de filles, contre 80% de garçons).



D'un point de vue plus qualitatif, les élèves ont d'abord mis en avant leur goût pour le débat. Dans les bilans, les élèves soulignent qu'ils et elles ont apprécié de **débattre et d'échanger** avec leurs camarades et qu'on leur parle de **situations qui font écho à leur quotidien**.

Ils ont très massivement l'impression d'**avoir appris des choses**, ce qu'ils jugent très positif. Les élèves font également part, dans une moindre proportion, de leur intérêt de travailler sur le thème du sexisme, de l'égalité entre les femmes et les hommes et pour certain-e-s d'entre eux, de l'homophobie.

Les élèves plébiscitent l'ensemble des modes d'actions. Lorsqu'ils ont bénéficié d'une action de théâtre-forum, ils font part de leur enthousiasme pour ce mode d'intervention participatif.

Dans le protocole proposé dans le Val d'Oise, il est à noter que les élèves ont apprécié de pouvoir s'exprimer dans le cadre de **groupes en non-mixité**.

Lorsque l'on demande aux élèves, quelles sont leurs idées pour que cela change, ils proposent de :

- Parler davantage à l'entourage, aux adultes des situations de cyberviolences les concernant directement ou non
- Ne pas rester sans réagir, d'aider une personne qui serait victime, intervenir lorsqu'on est en position de témoin
- Mettre en place davantage d'interventions de ce genre et/ou mettre en place des campagnes de communications/sensibilisations.

Les bilans font assez peu état de la volonté des élèves de s'extraire des réseaux sociaux numériques comme solution pour mieux se protéger, ce qui est positif car ils/elles ont bien compris que ce sont les usages du numérique qui posent question, bien plus que les technologies en elles-mêmes.

Dans les pistes de solutions proposées, il y a peu de différences entre les filles et les garçons.

Il est enfin à noter que toutes les classes d'âges se sont senties concernées par les actions. En amont, les associations craignaient d'intervenir auprès d'un public de 6°. Or ces actions se sont très bien déroulées et ont montré que le sujet se posait dès l'entrée au collège. Aussi, il semble pertinent d'intervenir sur le cybersexisme auprès des plus jeunes et à ce titre, la classe de 5° paraît la plus intéressante car des actions sur l'égalité et sur l'éducation au numérique peuvent être lancées dès la 6° et approfondies en 5°. En termes d'âge, l'entrée au collège coïncide souvent avec l'acquisition du premier téléphone (qui est le plus souvent un smartphone), ce qui confirme le choix de la 5°.

## Evaluation des équipes

Les retours des établissements scolaires participants sont **très positifs**. L'ensemble des établissements ayant répondu au questionnaire ont trouvé satisfaisant ou assez satisfaisant le déroulement des séances avec les élèves. Ils soulignent dans les évaluations que les débats ont été riches et actifs. Ils jugent les modes d'intervention très adaptés ou plutôt adaptés.

Les équipes ont mis en avant les points positifs suivants :

- La **très forte implication des élèves** et la bonne circulation de la parole, permises par des modes d'intervention et d'animation adaptés
- La **vraisemblance des situations présentées**, qui permettaient aux élèves de se projeter
- L'impression que beaucoup d'élèves ont eu une **prise de conscience** (des mots, des actes, de leurs portées) et que certain-e-s ont progressé dans l'empathie.

Elles ont également apporté quelques points négatifs ou points d'attention :

- Certaines interventions ont été perturbées par des problèmes disciplinaires
- Il serait intéressant de revoir les différents temps des séances, vécues parfois comme étant trop long, notamment pour un public de lycée professionnel
- Les établissements soulignent la nécessité de toucher un niveau entier de classes.

Les établissements scolaires ont été assez demandeurs de l'action incluant un théâtre-forum<sup>6</sup>, que les élèves ont également plébiscitée.

Les équipes ont souligné l'importance de la séance de reprise après le théâtre-forum qui est aussi l'occasion de débats riches et instructifs pour les élèves. Pour certains établissements, cette séance de travail serait encore plus intéressante si elle se déroulait en demi-classe.

Concernant la poursuite du projet, l'essentiel des établissements participants souhaitent s'investir à nouveau dans ce type d'actions l'année prochaine. Ils ont d'ores et déjà mis en avant la poursuite du projet sous les formes suivantes :

- Restitution auprès d'autres élèves dans l'établissement
- Restitution auprès des adultes de l'établissement
- Organisation d'un temps de discussion sur le cybersexisme avec les parents d'élèves
- Mise en place l'année prochaine d'un projet sur une autre thématique en lien avec l'égalité filles-garçons, la place des femmes dans la littérature
- Conception d'un projet d'éducation à la santé et à la citoyenneté en collaboration avec un enseignant de français
- Mise en place de séances de travail par la documentaliste
- Reprogrammation d'interventions sur les cyberviolences et le cybersexisme
- Réflexion concernant la mise en place d'un accompagnement de responsabilisation des auteur-e-s
- Réflexion sur la mise en place d'une formation à l'attention de l'ensemble des équipes de l'établissement (mise en place d'une aide négociée sur l'égalité entre les filles et les garçons).

Toujours dans la poursuite du projet, certains établissements mettent également en avant leur plus grande vigilance et le traitement immédiat des situations problématiques révélées suite aux interventions : mise en place d'un accompagnement des victimes, mesures disciplinaires immédiates pour les auteur-e-s, ce qui est également très positif.

6

Concernant les lycées franciliens et les collèges de Paris et du Val-de-Marne, 9 établissements sur 13 ont eu recours au théâtre forum.

## Evaluation du cadre d'intervention

Le projet pilote a permis de **faire émerger un cadre d'intervention**, élaboré collectivement pour garantir l'efficacité des actions. Le travail mené cette année met en exergue la pertinence de ce cadre.

Concernant la séance préalable avec l'équipe éducative et enseignante de l'établissement, l'ensemble des établissements ayant répondu au questionnaire ont trouvé satisfaisante la réunion préparatoire.

Selon eux, cette séance de travail permet aux équipes d'acquérir des connaissances et de partager une culture commune autour des notions et des problématiques qui seront abordées auprès des élèves. Elle est également utile pour préparer les classes et pour comprendre comment inscrire le projet de manière plus transversale dans l'établissement.

La quasi-totalité des établissements avait bien prévu que les différents personnels, aussi bien de direction, qu'enseignants ou éducatifs, soient présents. Cette dimension pluricatégorielle a permis de bien préparer les actions et de faire le lien dans les équipes en cas de signalement.

La mutualisation des contacts, la mise à disposition d'une fiche simplifiée de signalement et la vigilance permanente des associations intervenantes a permis de faire émerger sept situations préoccupantes suite aux interventions en classe qui ont été correctement prises en charge dans les établissements.

## Evaluation des associations intervenantes

Les retours des associations intervenantes sont eux aussi très positifs. Toutes ont fait part du grand intérêt des élèves et des équipes pour la thématique du cybersexisme et des bonnes conditions générales dans lesquelles se sont tenues les actions.

Les associations mettent en exergue **l'implication et l'envie d'agir des élèves**. Elles et ils se sont très bien appropriés le sujet, qui leur apparaît comme important à traiter.

Les associations soulignent qu'il serait intéressant dans certains cas :

- De travailler en demi-groupe dans certaine classe, pour une meilleure circulation de la parole et plus grande prise de parole notamment des filles
- Proposer une séance supplémentaire, notamment après la séance de reprise à l'issue du théâtre-forum pour rééquilibrer les choses (si la première séance a été un peu difficile) ou pour approfondir.

Certaines associations font part de leur souhait d'organiser elles-mêmes les interventions et d'assister à la réunion de préparation avec l'équipe de l'établissement, pour diminuer le nombre d'intermédiaires.

## ► LA PAROLE AUX ASSOCIATIONS

*« Les élèves ont manifesté un fort intérêt pour les thématiques abordées lors de nos deux ateliers contre le cybersexisme. En effet, les jeunes participant-e-s, déjà utilisateur-trices assidu-e-s des outils numériques, s'approprièrent le sujet aisément et développaient une réflexion assez poussée.*

*Le premier atelier permettait une sensibilisation au sexisme : les élèves, pourtant non dénués de stéréotypes, trouvaient cette question très injuste et souhaitaient la voir disparaître.*

*La question du cybersexisme ne leur semblait malheureusement pas inconnue. Il nous a paru éminemment important de traiter avec elles et eux cette thématique, de redéfinir plus clairement ce que sont les violences et enfin quels comportements adopter en tant que victime, témoin ou encore agresseur.*

*Prévenir ces comportements est absolument indispensable. Très rapidement nous avons pu constater que le sexisme était déjà à l'œuvre (ex : prise de parole déséquilibrée, mixité endurée...), mais également que de nombreuses violences sexistes apparaissent quotidiennement et ce dès le collège. Nous souhaitons continuer à mener ces projets dans les établissements scolaires notamment en impliquant les équipes pédagogiques qui peuvent être de véritables actrices de l'égalité grâce à leur vigilance. »*

**ASSOCIATION POUR QU'ELLE REVienne**

*« Quel que soit l'âge du public, nous l'avons senti très concerné et intéressé par le sexisme. Nous avons beaucoup questionné les notions de respect, d'empathie, de discriminations, de réputation et également de liberté d'expression. Quelle est la limite entre donner son avis et agresser une personne ? Ce qui est jugé comme une provocation pour les un-e-s justifie-t-il la violence ? Jusqu'où peut-on se défendre ?*

*La majorité est d'accord pour dire que les filles subissent des violences spécifiques, et leur définition du sexisme est souvent bien plus pointue que ce à quoi nous pourrions nous attendre. De nombreux échanges ont eu lieu sur l'inégalité de traitement entre les filles et les garçons, notamment en termes de tenue vestimentaire et de devoir de respectabilité.*

*La scène autour des injonctions à la virilité et aux conséquences de l'homophobie a fait largement débat. Le sujet souvent était de connaître l'orientation sexuelle de Camille, et si ça changeait quelque chose de le savoir gay ou non. Certain-e-s venaient le soutenir mais n'allaient pas au bout de la proposition si les rumeurs d'homosexualité s'avéraient fondées, d'autres venaient offrir un soutien inconditionnel. De rares fois, elles et ils faisaient appel à la prof de sport pour se livrer. Une jeune lycéenne est venue jouer une lesbienne bien dans sa peau pour montrer que Camille n'avait pas à avoir honte. Cette scène a souvent été l'occasion de discussions autour des normes viriles limitantes et des gestes que les garçons peuvent se permettre entre eux par rapport aux filles. La question du « garçon efféminé » homosexuel, ou non d'ailleurs, semble être un vrai problème. Quelques réactions homophobes, mais qui ne faisaient jamais l'unanimité, ont pu s'exprimer. Les trois façons de réagir les plus fréquentes sont : « on a le droit d'être homosexuel-le », « ça existe, mais bon quand même ça me gêne, enfin du moment qu'on vient pas m'embêter », « c'est pas normal il faut qu'il se cache, il a pas à s'afficher ».*

*La scène autour du blog de Kenza a permis d'aborder de façon spécifique les violences sexistes et racistes que subissent les jeunes filles et femmes afro-descendantes. De nombreuses filles noires sont montées défendre le personnage en voulant parler aux agresseurs-euses, ou de plus rares fois, en se vengeant sur internet par des commentaires soient insultants, soient qui répondaient aux insultes. Nous avons évoqué le victim blaming et*

le victim shaming. Certain-e-s défendent le fait qu'en « s'affichant » sur internet, c'est normal de recevoir des messages d'insultes. Pour beaucoup néanmoins, elle ne fait rien de mal et si les autres n'apprécient pas, les autres n'ont qu'à pas regarder. Souvent, les jeunes connaissent les démarches pour signaler des propos haineux et ont l'idée de faire appel aux modérateurs-trices pour effacer les contenus problématiques.

Il est plus difficile pour elles et eux de proposer des solutions concernant le mal-être des personnages quand le sexisme a été trop loin. A ce titre, la dernière scène qui parle de revenge porn est emblématique. Si Inès se retrouve dans cette position, c'est de sa faute, elle avait qu'à ne pas envoyer de photo intime à son petit ami. Ce qui leur pose le plus de problème, c'est son comportement à elle. Le garçon semble être excusé car il est en colère, jaloux, triste. Le raisonnement : s'il n'y avait pas d'image à diffuser, rien ne serait arrivé donc la fille n'aurait pas dû lui en envoyer. Certain-e-s viennent sur scène pour tenter de rabibocher l'ex couple même si la photo d'Inès seins nus a été diffusée. D'autres essaient de raisonner Matt avant qu'il ne commette l'irréparable. Enfin, certain-e-s proposent à Inès de se venger à son tour en publiant des « dossiers » sur son ex petit-ami. S'ensuit souvent une discussion sur les différences de traitement entre filles et garçons, ce qui va ruiner la réputation des filles va souvent renforcer une image positive chez les garçons. Cela libère la parole sur les inégalités de genre. Il nous est arrivé avec des lycéen-ne-s de remettre en cause la différence de traitement entre des seins et un torse... La sexualisation de l'un ou de l'autre n'a pas les mêmes conséquences et un jeune a dit « bah les filles aussi elles bavent devant les torses bien musclés, comme nous sur des poitrines » et une camarade lui a répondu « oui mais vous, si vous montrez votre torse sur internet, vous n'aurez aucun problème alors que nous, on va nous traiter de pute ».

Enfin, la scène des jeux vidéos, perçue comme de moindre gravité permettait une respiration et nous amenait bien souvent à débattre des stéréotypes de genre. La place des adultes dans le maintien du sexisme était souvent centrale ainsi qu'un certain fatalisme : « la société est comme ça, on n'y peut rien, il faut qu'elles jouent à d'autres choses ou qu'elles arrêtent ». A noter que quelques jeunes identifié-e-s comme geek sont venu-e-s prendre la place ou défendre Anaïs de façon très pertinente et se sont donc valorisé-e-s aux yeux de leurs camarades en employant un vocabulaire précis et en améliorant la situation de façon concrète, sans facilité. »

#### ASSOCIATION ENTRÉES DE JEUX

« Dans toutes les classes où nous sommes intervenu-e-s, plusieurs élèves avaient déjà été confrontés à des faits de violence sur les réseaux sociaux qu'ils ne définissaient pas comme telle. La première étape dans la lutte contre les violences, c'est de comprendre qu'elles en sont. C'est là que se révèle indispensable une intervention extérieure.

Le cybersexisme est une transposition du sexisme dans les espaces numériques. Déconstruire les cyberviolences, c'est lutter contre le sexisme. Cela veut dire s'affranchir des stéréotypes, comprendre les discriminations pour les faire disparaître et de ne plus banaliser les violences. Trop souvent, les cyberviolences sont perçues par les jeunes comme « pas graves », insignifiantes. Ils-elles n'en réfèrent pas aux autorités, répondent à ces violences par d'autres violences, se contentent de « bloquer » l'agresseur ou subissent sans rien dire. Ils-elles doutent de la fiabilité et de l'efficacité des réponses institutionnelles qui ne s'appliquent pas pour eux, pas à leur vie.

Nous avons cette année apporté notre expérience pédagogique et de connaissance du public collégien et lycéen en participant au projet « Prévenir le cybersexisme dans les établissements scolaires ». Nous avons ainsi pu sensibiliser des élèves de la 6e à la terminale mais également des personnels éducatifs aux cyberviolences.

A la fin du projet, dans 6 établissements et dans 20 classes, nous avons sensibilisé 478 élèves.

Dans les perspectives futures, il faut développer la sensibilisation de tous et toutes, personnels éducatifs, élèves, parents d'élèves mais aussi plus largement les responsables des mesures éducatives. Il faut lutter contre le manque d'information sur le numérique qui profite aux agresseurs, et pérenniser les dispositifs d'éducation populaire. Nous constatons une demande croissante d'interventions et sommes fortement sollicité-e-s pour l'an prochain sur ces thématiques.»



## ► LES PERSPECTIVES

Pour l'année prochaine, les actions seront proposées directement aux collectivités locales. Le Centre Hubertine Auclert accompagnera les associations qui le souhaitent dans le montage de leurs projets et fera le lien avec les établissements scolaires demandeurs, conformément aux missions du Centre.

Les associations et leurs modes d'action seront référencés sur le nouveau site ressources [stop-cybersexisme.com](http://stop-cybersexisme.com) pour faciliter le lien entre les structures demandeuses d'intervention et les associations spécialisées.

## ▶ ANNEXE

- Liste des établissements participants

Département	Nom de l'établissement	Code Postal	Ville
75	Collège Debussy	75015	Paris
75	Collège Valmy	75010	Paris
75	Collège Aimé Césaire	75018	Paris
75	Collège Jules Ferry	75009	Paris
94	Collège Rol Tanguy	94500	Champigny
94	Collège Watteau	94130	Nogent-sur-Marne
94	Collège Plaisance	94000	Créteil
94	Collège Gustave Monod	94407	Vitry-sur-Seine
95	Collège Epine Guyon	95130	Franconville
95	Collège Anatole France	95200	Sarcelles
95	Collège Herblay	95220	Herblay
95	Collège Picasso	95610	Eragny
95	Collège Parc aux charrettes	95300	Pontoise
95	Collège Carré Sainte Honorine	95150	Taverny
95	Collège Carnot	95100	Argenteuil
95	Collège Vaillant Couturier	95100	Argenteuil
95	Collège L'Ardillère de Néant	95350	Saint Brice
95	Collège Daubigny	95430	Auvers-sur-Oise
95	Collège Pierre Curie	95190	Goussainville
95	Collège Pierre et Marie Curie	95290	L'Isle-Adam
95	Collège Les Toupets	95490	Vauréal
75	Lycée D'Alembert	75019	Paris
91	Lycée Paul Langevin	91700	Sainte-Geneviève-des-Bois
93	Lycée Marcelin Berthelot	93500	Pantin
93	Lycée Professionnel Léo Lagrange	93010	Bondy
95	Lycée Fragonard	95290	L'Isle-Adam

CENTRE AUDIOVISUEL



SIMONE DE BEAUVOIR



Femmes  
solidaires

entrées  
de jeu

adric  
Agence de Développement  
des Relations Interculturelles  
pour la Citoyenneté

DU  
CÔTÉ DES  
FEMMES!



MINISTÈRE  
DE L'ÉDUCATION  
NATIONALE, DE  
L'ENSEIGNEMENT  
SUPÉRIEUR ET DE  
LA RECHERCHE

MAIRIE DE PARIS



île de France

val  
d'oise  
le département

VAL de  
MARNE